



RETOUR D'HERCULE POUR FO, C'EST ENCORE ET TOUJOURS NON !

La campagne présidentielle bat son plein et la question de l'énergie n'a jamais été autant au centre des programmes des différents candidats.

Les propositions sont nombreuses quant à l'avenir de la filière nucléaire et celui d'EDF.

Comme d'habitude en cette période, les intérêts politiques sont emplis de démagogie et bien loin de l'intérêt général.

FO Énergie et Mines depuis la décision prise par le gouvernement de relever le plafond de l'ARENH pressentait d'autres annonces, notamment celle concernant le retour du sinistre projet Hercule.

Nos craintes semblent fondées, le candidat MACRON a annoncé : « *Nous aurons à reprendre le contrôle capitalistique de plusieurs acteurs industriels* » avant de préciser que : « *Sur une partie des activités les plus régaliennes, l'État doit reprendre du capital, ce qui va avec une réforme plus large du premier électricien français* ».

Même si EDF n'est pas cité, le projet consiste à renationaliser une partie d'EDF.

Au menu : mettre le nucléaire de côté, séparer l'hydraulique d'EDF et faire entrer des capitaux privés dans tout le reste y compris chez Enedis.

C'est donc le retour du projet Hercule que le personnel, mais aussi nombre d'élus ont rejeté !

FO Énergie et Mines a contesté depuis l'origine l'ouverture du capital d'EDF en 2005 et revendique la nationalisation, mais de l'ensemble du groupe EDF et pas seulement d'une partie de celui-ci !

Cette nationalisation ne doit pas être une étatisation et doit être assortie d'un vrai contrat de service public sur lequel le Parlement aurait son mot à dire afin de clarifier une fois pour toutes ce que l'État attend d'EDF.

Elle doit en même temps, et cela est évidemment essentiel, s'accompagner d'une fin de la concurrence dans l'électricité qui est une absurdité.

FO Énergie et Mines a combattu avec succès le projet Hercule, nous combattons avec la même détermination tout projet visant à démanteler le Groupe EDF.

La nationalisation de l'ensemble du Groupe EDF est la seule solution acceptable en lui donnant un statut d'EPIC lui permettant de faire face aux investissements colossaux que nécessite la décarbonation de l'énergie pour lutter contre le réchauffement climatique.

La nation a besoin d'un outil Énergie pour investir dans les ENR, la filière hydrogène et le renouvellement des sources décarbonées.

L'indépendance énergétique de la France, la sécurité d'approvisionnement en électricité pour l'ensemble du pays et de nos concitoyens, la péréquation tarifaire pour l'électricité ne sont pas des concepts, mais sont des valeurs républicaines d'égalité, de solidarité et d'unité nationale.

